



LE FONDS POUR LES FEMMES CONGOLAISES

RAPPORT ANNUEL 2017

PRÉSENTATION :

C'est avec plaisir que nous vous présentons notre rapport annuel 2017, qui est une synthèse des efforts fournis par nos partenaires pour l'atteinte de la vision et la mission du Fonds pour les Femmes Congolaises.



PARTICIPATION

TRANSPARENCE

EFFICACITÉ

EQUITÉ

INCLUSIVITÉ

Table des matières

MOT D'INTRODUCTION De la Directrice du FFC	4
LE FONDS POUR LES FEMMES CONGOLAISES.....	5
CONTEXTE GENERALE	6
CONTEXTE POLITIQUE ET SECURITAIRE.....	6
CONTEXTE JURIDIQUE.....	7
CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE.....	7
OCTROI DES SUBVENTIONS	8
DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL	9
VIOLENCES SEXUELLES ET CELLES BASEES SUR LE GENRE.....	9
TRANSFORMATION DES CONFLITS ET NEGOCIATION DE PAIX.....	12
AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DE LA JEUNE FILLE.....	14
SUIVI ET EVALUATION.....	15
RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS BENEFICIAIRES	17
L'ATELIER DE MISE A NIVEAU DES ORGANISATIONS BENEFICIAIRES DE LA SUBVENTION DE LA PLATEFORME	17
FORMATION DES FEMMES POLITIQUES SUR LES NOTIONS DU GENRE ET LEADERSHIP FEMININ.....	17
FORMATION SUR LA GESTION DES CYCLES DES PROJETS.....	17
FORMATION DES FEMMES LEADERS DE TANGANYIKA EN TECHNIQUE DE TRANSFORMATION DES CONFLITS	18
ELECTIONS ET INSTALLATIONS DES POINTS FOCaux	18
MISSION DE SOLIDARITE TENUE DANS LA PROVINCE DU KASAÏ CENTRAL	19
MISSIONS DE VISIBILITE, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET PARTICIPATION AUX DIFFERENTES CONFERENCES.....	20
MOBILISATION DES FONDS	22
DIFFICULTES RENCONTREES	24
CONCLUSION.....	24

Abréviations

ACIPDH : Actions citoyennes pour l'Initiation à la Paix et aux Droits de l'Homme

AFD : Association des Femmes pour le Développement

AFELMA : Association des Femmes Eleveuses du Maniema

AFM : Association des Femmes Musulmanes

AFPSC : Association Féministe pour le Progrès Social et Culturel

AGIR : Action Genre et Initiatives de Renforcement

AGNK : Association des Guides du Nord Kivu

AMA : Afia Mama

AMIBEF : Action Missionnaire pour le Bien-être de l'enfant et de la Femme

Association Mapendo : Association MAPENDO

CAF/M : Collectif des Associations Féminines de Masisi »

CEDAF : Centre d'Etude de Documentation et d'Action pour les Femmes

CEDERU : Centre de Développement de Rutshuru

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CNSA : Conseil National de Suivi de l'Accord

CRONGNK : Conseil régional des organisations non gouvernementales du Nord-Kivu

COEDEV : Coopération-Education au développement

COFE : Collectif des Femmes

DFJ : Dynamique des Femmes Juriste

EFIM : Encadrement des Femmes Indigènes et des Ménages Vulnérables

FAIDD : Forum d'Action Intégrale pour le Développement Durable

FDAPID : Foyer de développement pour l'Autopromotion des Pygmées et Indigènes
Défavorisés

FOREBU : Rébellion des forces républicaines du Burundi

GAD : Genre Actif pour un Devenir Meilleur de la Femme

JMLD: Jeunes Méthodistes

IFEDI : Initiative Féminine pour le Développement Intégral

MELITA : Monde d'Epanouissement et de Libération Individuelle par des Techniques Adaptées

MIFA : Ministère de la femme en action

PIDP : Programme Intègre pour le Développement du Peuple Pygmée au Kivu

PFND : Plateforme des femmes du Nord-Kivu pour un Développement Endogène

PPDC : Près des paysans pour le Développement communautaire

REFDI : Réveil des Femmes pour le Développement Intégré

REFED Kis : Réseau Femme et Développement de Kisangani

SAFIMANI : Soutien aux Actions des Femmes Indigentes au Maniema

SEPPAF : Service par, pour et avec les Femmes

SOFAD :

SOFEJEP : Solidarité des Organisations des Femmes et Jeunes Producteurs

SOFEPAFI : Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral

SOFIBEF : Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien-Être Familial

SOVIP : Solidarité avec les Victimes et pour la Paix

SPHGN : Syndicat des Personnes Handicapées du Grand Nord

SYFUD : Synergie des Femmes Unies pour la Paix et le Développement

UCOFEM : Union Congolaise des Femmes des Médias

VIH/SIDA : Virus d'Immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise

VIFEDE : Vision des femmes pour le Développement

WHADI: Women In Action for Human Dignity

**MOT D'INTRODUCTION DE Madame Julienne LUSENGE
Directrice du Fonds pour les Femmes Congolaises**



Le Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC) est heureux de vous présenter les différentes activités qui se sont déroulées durant l'année 2017. Nous ne saurons débiter la rédaction de ce rapport annuel, sans pour autant exprimer notre sentiment de gratitude envers tous ceux qui ont contribué aux activités au cours de cette année. Nous adressons nos sincères remerciements aux partenaires et aux bailleurs des fonds qui ont apporté leur appui financier et technique au FFC.

Nous remercions également les organisations bénéficiaires qui malgré l'instabilité politique et sécuritaire en République Démocratique du Congo (RDC) n'ont pas cessé de travailler pour

le changement des conditions de vie des communautés. Cette année a été secouée par l'instabilité politique, sécuritaire et monétaire sur l'étendue du territoire national, de forte tension due au manque de l'organisation des élections par le pouvoir en place, les massacres et les assassinats des populations dans le Kasai Central et à cela se rajoute la dévaluation monétaire. Malgré cette situation, le FFC a réalisé avec ténacité ses activités et a ouvert une antenne dans la province du Nord Kivu plus précisément dans la ville de Goma. C'est avec plaisir que nous vous présentons notre rapport annuel 2017, qui est une synthèse des efforts fournis par nos partenaires pour l'atteinte de la vision et de la mission de l'organisation.

LE FONDS POUR LES FEMMES CONGOLAISES

Le Fonds pour les Femmes Congolaises est une organisation non gouvernementale d'appui à la défense et à la promotion des droits des femmes. Il a été créé pour répondre au problème de financement que rencontrent les organisations travaillant à la base. Les fonds qu'il octroie aux organisations permettent d'en tirer des résultats considérables. Les femmes qui sont intégrées dans les pouvoirs coutumiers, les chefs traditionnels qui changent leurs perceptions de la composante femme, les victimes des violences sexuelles reçoivent les soutiens dont elles ont besoin, leurs bourreaux sont arrêtés suite aux plaidoyers menés par les organisations d'accompagnement.

FFC ne s'arrête pas à l'aspect financier, Il organise également des formations et des rencontres d'échanges pour contribuer à la construction du mouvement des femmes.

Congolaises.

FFC a pour :

Vision : Un Congo sans violence où les femmes ont leurs droits garantis à l'intégrité physique, à la justice économique et à participer à tous les niveaux à la prise des décisions qui affectent leurs vies et leurs communautés.

Mission : Appuyer les organisations des femmes à la base pour la promotion effective des droits des femmes et filles

Valeurs : Dans la poursuite de sa mission et de sa vision, le Fonds pour les femmes Congolaises est guidé essentiellement par les valeurs morales fondamentales suivantes :

- Participation
- Transparence
- Efficacité
- Equité
- Confiance
- Inclusivité

Thèmes d'interventions :

- Leadership féminin et participation des femmes aux instances de prise de décision
- Violences sexuelles et violences basées sur le genre
- Autonomisation de la femme/fille
- VIH/Sida et santé de la reproduction
- Négociation de la paix et transformation des conflits
- Protection de l'environnement par l'énergie renouvelable

Rayon d'actions : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Ituri, Tshopo, Congo Central, Équateur, Kinshasa et Tanganyika.

CONTEXTE GENERAL

A. Contexte politique et Sécuritaire

La République Démocratique du Congo ayant terminé son deuxième cycle électoral dans le cadre de la Constitution du 18 février 2006 depuis le 19 Décembre 2016, est plongée dans une crise politique. Bien avant la date butoir de fin du mandat du deuxième cycle électoral, le président de la république Joseph Kabila avait initié le dialogue qui a été facilité par l'Emissaire de l'Union Africaine Edem KODJO et jugé moins inclusif. Faisant suite à cet échec, la conférence épiscopale en a convoqué un autre qui a abouti à l'accord de la saint Sylvestre, signé par des représentants de la majorité présidentielle, de l'opposition politique et des organisations de la société civile. Cet accord a instauré une période de transition pendant laquelle le pouvoir sera cogéré par le président Joseph Kabila et l'opposition, jusqu'aux élections présidentielles qui avaient été prévues fin 2017. Depuis la signature de l'accord du 31 décembre 2016, les deux parties (le pouvoir en place et l'opposition) avaient commencé des discussions sur les modalités de suivi de l'accord. C'est ainsi que le 22 juillet le Président du Conseil National de suivi de l'Accord (CNSA en sigle) a été désigné, s'agissant de Monsieur Joseph OLENGHANKOYI.

Pendant que les deux parties discutaient sur les modalités de l'accord du 31 décembre 2016, la Commission Nationale Indépendante, CENI en sigle a lancée le 28 Mai 2017, le processus électoral dont l'enrôlement des électeurs.

37 millions d'électeurs se sont enrôlés sur les 42 millions qui étaient prévus sur l'ensemble du territoire **national dont 49% des femmes enrôlées**, d'après le discours du président de la CENI faite le 03 Août 2017.¹. Dans la poursuite du processus électoral, un calendrier global et inclusif a été publié en Novembre 2017 par la CENI fixant les élections Présidentielles et législatives au 23 Novembre 2018, ce qui prolonge encore le mandat des acteurs des institutions politiques de plus de 400 jours après la publication de ce calendrier. En dépit du contexte politique encore tendu, l'organisation des élections demeure incertaine compte tenu des différentes contradictions qui sont enregistrées au sein de la classe politique mais l'on note

cependant que la communauté internationale insiste et recommande vivement aux dirigeants de la RDC d'organiser les élections dans le respect du calendrier fixé par la CENI. En outre, les cycles des conflits, des violences et les guerres à répétition ont perturbé la paix. Ils ont rompu la cohésion sociale qui caractérisait les communautés de l'Est de la République Démocratique du Congo. Certes, dès l'indépendance jusqu'aux années quatre-vingt-dix, cette partie du pays a connu quelques temps de perturbations et de violences. Cependant, la déstabilisation n'avait jamais été ressentie comme durant les vingt-cinq dernières années : l'intensité de la violence a augmenté, les groupes armés ont été créés et leurs activités se sont intensifiées, les positions négatives se sont renforcées, le tissu économique a été sérieusement déchiré, la justice et la bonne gouvernance ont volé en éclat, beaucoup de conflits fonciers, des conflits identitaires, de cas de kidnapping voire massacre des personnes sont comptés par milliers.

Signalons également que les populations du grand Kasai, précisément de la province du Kasai Central ont fait face à une situation d'insécurité justifiée par la crise survenue entre le chef coutumier KAMWENA NSAPU et les autorités politico administratives. Cette crise était à la base des massacres et assassinats des populations selon les différents rapports. Les rapports d'enquêtes parlent même d'existence de fosses communes. Parmi ces victimes, il y a eu l'assassinat de deux experts des nations unies tués de façon atroce. Cette situation a plongé les populations du Kasai Central dans une pauvreté extrême et a causé les déplacements des milliers des personnes.

B. Contexte Juridique

Un certain nombre de mesures ont été prises sur le plan juridique et institutionnel pour l'harmonisation des lois nationales avec les instruments juridiques internationaux, l'abrogation des lois discriminatoires envers les femmes et l'élaboration de nouvelles lois intégrant de manière effective la dimension de l'égalité des sexes.

Le processus de réforme du code de la famille lancé depuis une décennie s'est finalement concrétisé depuis juillet 2015, et on note une forte mobilisation des acteurs

qui militent pour le respect et la défense des droits de la femme dans des campagnes de vulgarisation et surtout de conscientisation.

C. Contexte socio - économique

La femme subit encore le poids lourd des coutumes et pratiques traditionnelles patriarcales en RDC, notamment chez les populations rurales qui, dans leur majorité, ne reconnaissent aucun rôle politique aux femmes. La nature inégale des rapports sociaux de sexe et la socialisation constituent le socle de la discrimination envers les femmes dans l'espace

public. L'interdiction aux femmes de prendre la parole en public par la tradition, la persistance des mariages précoces qui met fin prématurément à la scolarisation des jeunes filles.

En outre, les institutions religieuses demeurent des bastions de conservatisme quant aux rôles des femmes dans l'espace public. Nombreuses d'entre elles prônent la soumission des femmes qui sont interdites de parole dans leurs assemblées. Les Églises qui véhiculent auprès des fidèles une interprétation fondamentaliste des enseignements tirés de

la Bible et une vision hiérarchique des rapports sociaux de sexe, sont des agents de socialisation très puissants en RDC où plus de 95 % de la population est chrétienne.

Par ailleurs, le contexte économique actuel est caractérisé par des déclarations politiques du pouvoir en place faisant état d'augmentation de recettes fiscales et de l'amélioration de la

situation sociale et économique de la population et l'émission de nouvelles coupures de Francs congolais.

Cependant, au cours de l'année 2017, on a constaté une flambée du taux de dollars américains sur la monnaie locale qui est le franc Congolais, ce qui contribue à l'exacerbation de la souffrance et accentue la misère du peuple Congolais et celle de la femme en particulier. Plusieurs secteurs de la vie nationale sont en panne et on enregistre des grèves des fonctionnaires des différents secteurs publics et privés,

Plusieurs entreprises publiques et privées sont en faillite et ne savent pas répondre aux exigences administratives en matière de travail imposés par la législation Congolaise.

I. Octroi des subventions

En cette année 2017, **le Fonds pour les Femmes Congolaises avait lancé deux appels à projets** ; l'un dans le cadre de la plateforme des femmes sur les accords d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération et l'autre dans le cadre des projets spécifiques de lutte contre les violences faites aux jeunes filles en milieu scolaire. Un total de 42 projets ont été financés. La répartition se présente comme suite :

- Dans le cadre de la plate-forme² : 15 projets ont été financés dans les domaines suivants :
 - 3 Suivi du plaidoyer dans l'accord cadre et la mise en œuvre des plans d'actions nationaux et régionaux de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies
 - 3 La lutte contre les violences faites aux femmes et le soutien aux femmes victimes des violences
 - 9 La promotion des moyens de subsistance pour les femmes et leurs droits à la propriété
- Dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux jeunes filles :
 - 27 Projets ont reçu l'appui financier.

² Les projets financés par la plateforme des femmes sont mis en œuvre dans les provinces du Nord et Sud-Kivu.

Le tableau ci-dessous, présente les données de toutes les subventions octroyées par le FFC aux organismes de base par province et par thématique :

Province et Thématique	Nord-Kivu	Sud-Kivu	Maniema	Kinshasa	Katanga	Congo Central	Equateur	Tshopo
Leadership féminin et participation politique des femmes		AFD		AFIAMAMA WOMIN				
Violences sexuelles et celles basées sur le genre	AFPSC EFIM PIDP FDAPID REFDI ACIPDH WWJ WHADI AGNK CAF/M UCOFEM	SOFIBEF AGIR COEDEV JMLD MIFA SOFAD ISANDA GAD	PPDC AFELMA SAFIMANIEMA IFEDI		WAPANDJI TERMITIERE	AMIBEF	AFM FAIDD	REFEKDIS
Négociation de la paix	SOFEPA SYFUD							
Autonomisation de la femme et de la jeune fille	Association MAPENDO PFND SPHGN SOFEJEP	MELITA SEPPAF SOVIP						
Protection de l'environnement par l'énergie renouvelable	Vughuma							
Total des projets	18	12	4	2	2	1	2	1

II. Diagnostic Institutionnel

Dans le but de se rassurer de l'existence, de la crédibilité, et de la fiabilité des organisations retenues pour une subvention, **des missions de diagnostic institutionnel** ont été organisées avant l'octroi des subventions dans les provinces du Nord-Kivu à Rutshuru auprès des bénéficiaires ACIPDH, SYFUD ; à Goma auprès de PFNDE, PDAPID, RFEDI, AGNK, WADHI, WAWAJA, PIDP, UCOFEM ; dans la province du Sud-Kivu auprès des bénéficiaires SEPPAF, AGIR, AFD, JMLD, SODAF, SOVIP, GAD, MIFA, COEDEV, ISSANDA ; dans la province du Maniema, territoire de Kalima auprès de IFEDI, et à Kindu auprès des bénéficiaires PPDSC, SAFI MANIEMA et AFELMA et Congo Central auprès de AMIBEF pour évaluer leurs niveaux de gouvernance et de gestion des projets et les aider à intégrer les recommandations de comité de sélection. Pendant le diagnostic, nous avons constaté que les organisations de défense et de promotion des droits des femmes exécutent un travail de dur labeur pour le changement des conditions de vie des femmes. Les impacts de leurs actions sont considérables et nécessitent un appui technique et financier. C'est ainsi que des sessions de renforcement des capacités ont été organisées pour une remise à niveau dans la gestion et le rapportage des projets.

Dans les lignes qui suivent, vous trouverez les réalisations et les résultats des activités des organisations bénéficiaires des subventions du FFC.

A. *Violences sexuelles et celles basées sur le Genre*

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) reste jusqu'aujourd'hui le théâtre des conflits armés multiformes. Ces conflits ont causé et continuent de causer beaucoup de maux sociaux, des violences et de graves violations des droits humains. On enregistre une recrudescence des violences sexuelles dans les zones en conflits et dans les milieux scolaires aussi l'esclavage sexuel, l'exploitation sexuelle et la prostitution forcée.

Le FFC a appuyé 30 projets qui ont contribué à réduire les cas des violences sexuelles dans les communautés, les Organisations de base ayant bénéficié de ces subventions, ont organisé des séances de sensibilisations, des ateliers de renforcement des capacités et surtout elles ont regroupé les jeunes filles souvent victimes de ces fléaux dans des clubs scolaires, des groupes des pairs éducateurs, certains mouvement comme l'association des Guide du Nord Kivu une branche du mouvement Scouts de la RDC a été impliqué en vue d'accorder un espace sécurisant de dialogues, de discussions et de dénonciation des cas des violences sexuelles dont elles sont victimes.

La recrudescence des actes des viols et violences sexuelles à l'égard de la femme ; l'insuffisance des activités de réinsertion socio-économique des femmes et filles survivantes des violences sexuelles ; qui se répercutent sur les enfants a poussé **l'organisation Solidarité avec les Victimes et pour la Paix « SOVIP »** à mettre en œuvre un projet portant sur la réinsertion économique des femmes survivantes des violences sexuelles dans les cités de Mboko et de Kiliba. 45 femmes ont pu être renforcées en capacités dans la gestion des micro-crédits et ont appris à lire et à écrire. Elles ont également bénéficié des kits de réinsertion notamment des micros **fonds de commerce de 120\$ pour le développement des activités génératrices des revenus**. Ces femmes exercent actuellement leurs activités sur les marchés locaux sans familles.

L'organisation **Women in Action for Human Dignity WAHDI** asbl avec sa « **Campagne de sensibilisation sur la Lutte Contre les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre en milieux scolaires en Territoire de MASISI** » a Renforcé les capacités des 45 élèves, enseignants, membres des comités des parents et autorités locales sur les droits de la femme et sur la loi portant sur la répression des violences sexuelles.

A travers ces ateliers de renforcement des capacités les jeunes ayant suivi les 3 ateliers organisés par WADHI ont sensibilisé 484 jeunes au sein des écoles du groupement de kamuronza. 8 cas ont été dénoncés par les élèves et référés à la cellule de droit de la Dynamique des Femmes Juriste (DFJ en sigle) de Kamuronza dont 3 concernant le harcèlement sexuel par 2 enseignants de l'école de MATCHA dont 5 cas ont été commis par des élèves.

L'Organisation **Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Pygmées et Indigènes Défavorisés (FDAPID- Hope for indigenous peoples)**, qui est une organisation des droits de peuples autochtones exécute le projet de lutte contre la « **Discrimination, frein de**

l'épanouissement des filles Pygmées », Projet financé par FFC. Elle a organisé des activités de sensibilisation sur les lois en matière de violences sexuelles à travers une boîte à image conçu pour cette fin dans les écoles et village du territoire de Masisi dans l'objectif de renforcer les capacités des jeunes pygmées sur leurs droits. Mais également sensibiliser les enseignants(es) sur leur rôle en tant qu'éducateurs/trices dans la protection et la défense des droits de tout (es) les élèves avec un accent particulier sur les droits de la jeune fille pygmée.

Des débats éducatifs ont été organisés dans les salles de classe et d'autres durant les cours scolaires dans les écoles à l'encontre des jeunes élèves pour une meilleure conscientisation. **C'est ainsi que 1715 enfants (769 filles et 946 garçons) ont été sensibilisé(es) sur la non-discrimination des peuples autochtones.** Les Directeurs et les enseignants ont émis le vœu de voir les filles Pygmées être considérées au même titre que les autres filles des communautés voisines et que leur mode de vie ne

serve pas de prétexte pour qu'elles soient victimes de l'injustice et l'exclusion sociale. Ces entretiens ont été organisés dans 4 écoles (Centre de rattrapage scolaire de Mubambiro, l'école Mubambiro, l'école Bihiro et l'école Keshero). Au total 4 directeurs d'écoles et 24 enseignant(es) ont été approché.e.s pour ces entretiens afin qu'ils/elles sensibilisent les élèves sur le respect des droits de l'homme et les droits des jeunes filles plus particulièrement les jeunes filles pygmées et aussi sur la loi de répression des violences sexuelles.

L'organisation **WAPANDAJI** dans son projet « **Lutte contre l'impunité des auteurs des violences sexuelles faites à la jeune fille dans les milieux scolaires de Kalemie** » a pour objectif de promouvoir et protéger les droits des jeunes filles victimes des violences sexuelles dans les écoles conventionnées catholiques et protestantes, à travers des séances de renforcement des capacités. Il faut noter que le projet exécuté par WAPANDAJI a commencé à produire des effets car 3 jeunes filles ont dénoncé des violences sexuelles dont elles ont été victimes, en ciblant leurs enseignants comme auteurs de ces violences.

Les filles formées par Wapandaji ont déjà eu à dénoncer 20 cas de violences dans les milieux scolaires, 6 auteurs ont été détenus et comparaissent en justice, deux enseignants ont été expulsés dans deux écoles de Kalemie. Wapandaji a également mis en place un comité de suivi des cas pour prévenir les abus.

On peut aussi signaler que sur 25 filles membres des clubs formés, 10 ont participé au concours organisé par la MONUSCO à travers la campagne « Je lutte contre l'exploitation sexuelle » et ont toutes gagné ce concours avec succès et distinction.

Les 25 filles formées, sensibilisent les autres élèves dans leurs différentes écoles sur les violences sexuelles et celles basées sur le genre et oriente les victimes des violences sexuelles vers les structures de prise en charge présente dans leurs milieux.

L'organisation Solidarité des Femmes de FIZI pour le Bien-Etre Familial « SOFIBEF », dans son Projet de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre faites à la femme dans le territoire de Fizi, province du Sud-Kivu en RDC, a organisé des séances de renforcement des capacités à l'égard de 20 chefs traditionnels et des activités de sensibilisation. On peut signaler que, des 110 autorités locales et des responsables des organisations de la société civile, 73 femmes ont été promues aux postes de responsabilités au niveau local comme étant des chefs d'avenues, des chefs de cellules et des chefs de quartiers).

SOFIBEF a aussi assuré **l'accompagnement psychosocial de 60 survivantes des violences sexuelles dont 29 ont bénéficié de l'appui en hébergement à travers son centre d'Ecoute, du fait qu'elles sont délaissées par leurs familles respectives à cause des violences dont elles sont victimes**. Ces femmes survivantes apportent de l'assistance psychosociale pour aider les autres victimes à la maison d'écoute de Baraka. Sur 29 victimes ayant bénéficié de la prise en charge en hébergement 7 victimes ont été réinsérées dans leurs familles respectives.

La SOFIBEF a aussi organisé et joué des pièces théâtrales en vue de sensibiliser les communautés sur les violences sexuelles, ces sensibilisations ont touché 289 personnes, **soit 184 femmes et 105 hommes**.

Par les activités de réinsertion communautaire la SOFIBEF a mené des médiations entre les victimes et leurs familles en vue de leur réintégration après les violences dont elles ont subi.

B. Transformation des conflits et Négociation de paix.

Depuis un certain temps l'Est de la RDC connaît une prolifération des groupes armés nationaux et étrangers dans les deux provinces. Certains groupes sont sans agenda politique mais plutôt à caractère tribal et faisant de la contrebande pour les ressources minières.

C'est dans ce cadre que la plupart des organisations subventionnées travaillent pour la transformation des conflits entre communautés ainsi prévenir les conflits transfrontaliers.

Grace aux activités exécutées dans la province du Sud Kivu dans le territoire de Fizi par **l'Association des Femmes pour le Développement (AFD)** :

- 3 femmes ont été désignées pour participer au conseil de sécurité au niveau du secteur de Tanganyika.

1 femme coptée dans le conseil de sécurité de la localité de Bakeci à Ake (ayant marqué sa bravoure suite à la formation des femmes leaders sur l'Accord Cadre d'Addis Abeba

- A été retrouvée et remis aux FARDC, ce qui lui a valu ce coptage alors qu'il n'y avait jamais existé une femme dans ce conseil.
- Récupération de 2 fusils AK47 que les femmes ont remis aux autorités militaires.
- A la suite des réunions organisées, les femmes ont remis des copies de l'accord cadre au groupe armé burundais du FOREBU.
- Parmi 54 détenus illégalement par le groupe armé Alleluia pendant l'occupation de YAKOTUMBA (4personnes), 50 personnes détenues illégalement par les FARDC dont 7 personnes à Fizi, 12 personnes à Mboko, 26 à Baraka, 2 à Mkera et Uvira ; 3 personnes ont été libéré suite aux différents plaidoyers organisés par les femmes.
- Récupération de 2 fusil AK47 que les femmes ont remis aux autorités militaires
- A la suite des réunions organisées, les femmes ont remis des copies de l'accord cadre au groupe armé burundais du FOREBU

L'organisation Synergie des Femmes Unies pour le Développement (SYFUD) a pour sa part, organisé des missions de plaidoyer et de sensibilisations pour la paix dans la chefferie de Bwito à l'intention des communautés Hutu et Nande des villages de Kashalira, Nyanzale, Kikuku, kirbirizi et Kanyabayonga en territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu en vue de sensibiliser les jeunes à se démobiliser des groupes armés mais également mener un plaidoyer auprès de ces mouvements rebelles pour le respect et la protection des populations civile plus particulièrement des femmes pendant les hostilités.

La SYFUD a organisé des rencontres à :

- Kibirizi, les femmes de SYFUD ont organisé une rencontre avec les groupes des jeunes ainsi que le comité de sécurité sur l'état sécuritaire et la cohabitation pacifique entre les communautés ainsi que la cohabitation entre les autorités locales et les populations civiles.
- A Kashalira, a concerné la cohabitation avec les jeunes des différentes communautés.
- A Kikuku dans la chefferie de Bwito avait également concerné les jeunes des communautés Hutu, Hunde et Nande qui vivent en conflits.
- A Nyanzale a concerné les notabilités locales pour prévenir et mettre fin aux conflits inter-communautaires.
- A Kanyabayonga entre les notabilités et les jeunes des différentes communautés vivant dans cette cité cosmopolite.

Les jeunes sensibilisés par SYFUD dans le cadre de la démobilisation et la réinsertion communautaire, ont sensibilisé d'autres jeunes des groupes armées ; c'est ainsi que 12 jeunes démobilisés ont été réinsérés dans leurs communautés par la SYFUD qui a sollicité l'appui de la MONUSCO pour l'octroi de kit de réinsertion.

Au cours de ces rencontres, les jeunes et les communautés ont recommandé aux femmes de reprendre les contacts avec les groupes armés.

Après ces rencontres, Le changement positif observé, a été le retour à la collaboration et la cohabitation entre les communautés Tutsi, Hutu et Nande de Kibirizi et de Kikuku. Même les populations locales de Kikuku essentiellement Nande ont accepté les fonctionnaires de l'administration publique déployés à Kikuku qui ne sont pas de la communauté Nande.

SYFUD a également mené un plaidoyer auprès des autorités provinciales en l'occurrence le ministre provincial de l'intérieur ainsi qu'auprès du chef du bureau et du directeur des affaires civiles de la MONUSCO à Goma sur la restauration de la paix dans le territoire de Rutshuru sur les recommandations des rencontres organisées avec les associations des jeunes et les notabilités locales.

C. Autonomisation de la femme et de la jeune fille

Concernant **l'organisation Service Par, Pour et Avec les Femmes (SEPPAF)** dans son Projet d'encadrement des femmes et filles en situation difficile en apprentissage des métiers, genre, gestion et épargne dans la Province du Sud/Kivu : formation en menuiserie», Cette organisation a organisé des formations en apprentissage des métiers en faveur 15 filles en situation de vulnérabilité **en vue Contribuer à** la valorisation à travers la promotion du leadership et le renforcement de leur pouvoir économique de la femme par l'apprentissage des métiers.

Les 15 filles et femme ayant vécu des expériences douloureuses ont été formées par SEPPAF en menuiserie effectuent leur stage dans les grands ateliers de la ville. Elles commencent aussi à former d'autres filles identifiées et qui ont vécu des situations difficiles comme elles.

L'organisation Synergie des Personnes vivant avec Handicap dans la Région des Grands Lacs « SPHGN », les 45 femmes et filles vivant avec un handicap ont reçu des microcrédits issus des revenus générés par la presse à huile palmiste, la SPHGN a aussi procédé à l'achat de 10585 Kg de noix palmistes pour 3.175.500 Franc Congolais (FC) soit 2.117 \$ en 300 FC le Kg ; SPHGN a également produit et vendu à la savonnerie SIMBA 5021 Kg à 0,8 \$ le litre d'huile palmiste à une valeur de 4016,8\$, Production et vente tourteau : 4557,75Kg fois.

20 femmes vivant avec un handicap et parents d'enfants vivant avec handicap ont obtenu 1500\$ de crédit qu'elles ont bien géré et elles remboursent convenablement leurs crédits avec un taux d'intérêt de 10% pour permettre aux autres femmes de bénéficier prochainement d'un crédit à travers la mise en œuvre du Syndicat des personnes vivant avec un handicap.

D. Thématique protection de l'environnement par l'énergie renouvelable

L'organisation Coopérative – Education au Développement en sigle « COEDEV » a mis en œuvre le « projet de sensibilisation et de plaidoyer des femmes pour leur accès à la terre dans le territoire de FIZI.

Ce projet a renforcé les capacités de 120 femmes évoluant dans les comités locaux de promotion des droits des femmes sur les droits des femmes et les plaidoyers.

L'organisation COEDEV a accompagné 5 dossiers des femmes victimes de leurs droits de successions au travers de ses comités locaux de défense des droits des femmes dans un processus de plaidoyer auprès des chefs traditionnels et a permis aux 5 femmes du comité local de défense des droits des femmes de la ville de AKE d'obtenir des titres de propriété pour leurs terres. Deux autres dossiers sont en cours de traitement. COEDEV poursuit les plaidoyers pour que les autres femmes accèdent aux titres de propriété terrienne dans le territoire de Fizi.

Les 5 femmes de la localité de Bakechi dans le groupement de Babungwe à la suite de l'apprentissage de leurs droits et des plaidoyers ont fait recouvrer leur droit de propriété terrien en obtenant des titres de propriétaires des terres des mains des chefs traditionnels (coutumiers) locaux. Elles organisent des sensibilisations au sein des comités locaux de développement pour inciter les autres femmes à plaider pour leurs droits d'accéder aux terres agricoles.

L'organisation VUGHUMA a initié un « Projet d'autonomisation des femmes déplacées par des conflits fonciers du parc national des Virunga par le recyclage des débris des braises et le reboisement » dans le territoire de Beni au Nord Kivu, Dans la localité Babila-Bakaiku. Les femmes travaillent avec les autorités locales dans l'affectation des terres à reboiser. En fait, les femmes de Vughuma dans Babila Bakaiku, ont développé les boules de braises qui sont des sources d'énergies obtenu grâce aux résidus de table et de la poudre issue des fours de braise. Ces femmes ont produit 1300 boules de braises et les ont vendues sur le marché local. Après les sensibilisations, dans la localité Babila-Bakaiku, les femmes travaillent avec les autorités locales dans l'affectation des terres à reboiser.

E. Leadership féminin et participation politique des femmes.

Les femmes potentiellement candidates ayant été formées par FFC les années antérieures avaient formulé la recommandation suivante : sensibiliser la population congolaise sur le civisme électoral. Tenant en compte cette recommandation des femmes potentiellement candidates, FFC a mis en œuvre deux projets de sensibilisation dont l'un portant sur « Appui à la sensibilisation communautaire sur le civisme électoral dans la ville province de Kinshasa » et l'autre « Promouvoir plus d'engagements civique à l'orée des élections en RDC, plus précisément dans les provinces du Nord et Sud Kivu », ces projets ont été mis en œuvre avec l'appui financier de Counterpart International. **Grace aux sensibilisations faites par les animateurs 24 459 personnes dont 11 512 femmes ont été sensibilisées dans la ville de Kinshasa précisément dans le district de la Tshangu ; et 54 143 dont 25 035 femmes sensibilisées dans les deux provinces de Kivu.**

III. SUIVI ET EVALUATION

Les missions de suivi ont été organisées dans les provinces du Nord Kivu, sud Kivu, Ituri, Tanganyika Tshopo par la même occasion.

Dans la province de l'Ituri :

Dans le territoire de Mahagi, nous avons suivi l'organisation **Centre d'Etude de Documentation et d'Action pour les Femmes « CEDAF »**. Mahagi est l'une des villes nées à la suite du démembrement de l'ancienne province de l'Ituri. Quoiqu'une ville, les pesanteurs culturelles traditionnelles restent encore perceptibles. L'organisation avait récolté un franc succès à travers le précédent projet financé par le FFC sur le genre et le leadership qui avait permis aux femmes

leaders de Mahagi de déposer leurs candidatures. Le CEDAF continue son travail et a renforcé les capacités de 20 femmes candidates aux élections provinciales sur les techniques de communication en période électorale. Lors des formations, les femmes ont bénéficié également de l'apport des députés nationaux en vacances parlementaires, en l'occurrence l'honorable

UPIRA, qui ont partagé leurs expériences avec les femmes candidates aux élections provinciales sur les enjeux électoraux. Les femmes candidates formées participent régulièrement aux sessions de sensibilisation sur les radios pour leur permettre de rester en contact avec la base.

Pour permettre de sensibiliser les communautés sur la révision du fichier électoral, les femmes ont traduit la loi électorale en langue locale ALULU et ont initié avec la radio la Colombe de Mahagi en générale et les femmes en particulier l'émission « DIMANCHE FEMME » pour sensibiliser les femmes à participer massivement à la révision du fichier électoral dans le territoire de Mahagi.

Nous avons suivi le projet de l'organisation Centre d'Encadrement des Femmes de l'Ituri « CEFI ». CEFI a mené des plaidoyers auprès des chefs traditionnels et responsables des partis politiques d'Irumu pour proposer les noms des femmes lors des élections locales. CEFI a également mis en place 4 cadres de concertations électorales à Irumu, Marabo, Komanda et Takumanza :

- A Marabo 90 femmes se réunissent, à Irumu 108 femmes se réunissent, à Komanda 125 femmes se réunissent et 75 femmes à Takumanza chaque mois pour parler des questions électorales (processus électoral) et droits des femmes. Avec les plaidoyers menés auprès des chefs traditionnels, 5 femmes ont été intégrées dans les pouvoirs coutumiers dans la chefferie de Mubala (dont 3 en qualité de conseillères du grand chef, 1 femme réceptionniste, et une femme caissière) ; 2 femmes intégrées dans le pouvoir coutumier dans la chefferie de Komanda (dont 1 femme chargée des relations publiques et 1 femme caissière) et à Takumwanza où 3 femmes ont été intégrées dans le pouvoir coutumier comme conseillères et secrétaires. Avec les sensibilisations faites, 4 femmes ont adhéré au PPRD à Marabo et 5 autres femmes ont adhéré le parti politique CUC à Irumu. Les sensibilisations se poursuivent.

Dans la province de la Tshopo, nous avons suivi **l'organisation Collectif des Femmes « COFE »**. Lors des dépôts de candidatures aux élections provinciales, 61 femmes ont été retenues par la CENI comme candidates aux élections provinciales. Cependant le Collectif des Femmes compte renforcer les capacités de 30 femmes candidates aux élections provinciales dans la ville de Kisangani sur les techniques de communication en période électorales. Il a également mené un plaidoyer auprès des autorités urbaines sur la non représentativité des femmes dans le nouveau gouvernement provincial. Le COFE continue de sensibiliser les populations à voter les candidatures féminines et mettre en place des campagnes de sensibilisations communautaires afin de mobiliser les jeunes et les hommes à soutenir les candidatures des femmes lors prochaines élections provinciales dans la ville. Les femmes candidates, qui ont vu leurs capacités renforcées, se font inviter lors des émissions de sensibilisation pour parler de leurs projets de société envers leurs électeurs.

Elles conçoivent leurs projets de société et des plans de communication en vue des prochaines élections.

Avec le collectif des femmes, ces femmes ont mené un plaidoyer auprès du gouverneur après la publication du gouvernement provincial qui n'avait aucune femme parmi ces rangs, et qui finalement s'est vu fin nommer 5 femmes comme étant conseillères lors de la constitution de son cabinet.

IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS BENEFICIAIRES

Dans l'objectif de renforcer en capacité les organisations féminines, des femmes leaders et de contribuer à la construction du mouvement des femmes forts et dynamiques, le FFC a organisé au cours de cette année 2017 cinq séances de formations dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et Kalemie. Le FFC avait également procédé à l'installation des points focaux.

a. L'atelier de mise à niveau des organisations bénéficiaires de la subvention de la plateforme

Cet atelier a été organisé à Goma du 18 au 22 Avril 2017 pendant 5 jours par les Fonds pour les Femmes Congolaises à l'intention des organisations bénéficiaires de la subvention de la plateforme. Il a réuni 30 personnes des organisations suivantes : SOFEPADI, SEPPAF, PFNDE, COEDEV, MELITA, SOFIBEP, SYFUDP, EFIM, SOVIP, AFD, SPH-GN, VUGHUMA, SOFEJEP et AFPSC en provenance du Nord-Kivu (Goma, Beni, Butembo et Masisi) ainsi que du Sud-Kivu (Bukavu, Fizi et Uvira).

L'objectif principal de cet atelier était de renforcer en capacité les organisations partenaires pour une meilleure compréhension : des objectifs de la plateforme, de l'accord cadre, des domaines prioritaires du projet de la plateforme, des résultats attendus des activités de la plateforme et de la gestion des fonds mis à leur disposition dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets et du rapportage narratif et financiers. Suite à l'organisation de cet atelier, les organisations ont connu moins de difficultés dans le rapportage narratif et financier. Et elles ont été en mesure d'atteindre les résultats attendus de leurs actions.

b. Formation des femmes politiques sur les notions du genre et leadership féminin

Le second atelier de renforcement des capacités des femmes politiques sur les notions du genre, du leadership féminin couplé de la vulgarisation du nouveau code de la famille et de la loi de mise en œuvre de la parité tenu à Goma du 18 au 19 Mai 2017. Cet atelier avait pour objectif principal de renforcer les capacités des femmes politiques/leaders en leadership féminin, en genre et de vulgariser le nouveau Code de la Famille révisé ainsi que la loi de mise en œuvre de la parité en vue d'améliorer le statut social et politique des femmes et de leurs permettre de faire face au processus électoral en cours en RDC.

Cette activité a permis de mettre en place une dynamique forte des structures de base dans la sensibilisation et dans la vulgarisation des lois de promotion des droits de la femme à travers un

calendrier de restitution des acquis de cet atelier. 50 femmes et 13 hommes ont participé à cet atelier ; ce qui a permis aux femmes d'engager un dialogue franc avec les responsables des partis politique durant le second jour.

Cette discussion a permis aux femmes marginalisées de porter à la connaissance d'autres organisations les nombreuses difficultés dont elles font face. C'est dans ce cadre qu'un comité de suivi des acquis de cet atelier a été mis en place afin de suivre les activités de restitution sur le terrain. Cet atelier a été appuyé par la section Genre de la MONUSCO/Goma.

c. Formation sur la gestion des cycles des projets

Deux ateliers sur la gestion du cycle de projet ainsi que la Gestion financière avaient été organisés par le FFC à l'intention des organisations dont les projets ont été sélectionnés. L'un à Goma du 26 au 30 juin 2017. Et l'autre à Kindu du 4 au 7 septembre 2017. L'atelier de Goma a regroupé 36 personnes en provenance de Bukavu, Fizi, Uvira, Rusthuru, Goma, Butembo et Beni et celui de Kindu a regroupé 8 personnes des organisations de la province du Maniema. Les objectifs de ces 2 ateliers étaient d'aider les organisations féminines qui devraient être appuyées d'avoir de larges connaissances dans la conception, la mise en œuvre, le suivi des projets, le rapportage narratif et financier mais également de développer leurs connaissances dans l'utilisation des outils de gestion de projets et enfin de faciliter la construction d'un mouvement des femmes entre les organisations bénéficiaires et non-bénéficiaires.

Dans sa thématique de renforcement des capacités, le Bureau Pays de HEKS EPER SUISSE, partenaire du FFC a sollicité l'appui du FFC en vue d'améliorer les connaissances de ses partenaires d'exécution de son programme en RDC. C'est dans ce cadre qu'une formation sur le Plaidoyer et le lobbying avait été organisée à Goma du 17 au 21 juillet 2017 regroupant les organisations suivantes AAP, CRONGNK, VIFEDE, AVREO, DFJ, CACDI et CEDERU.

Ces ateliers ont connu la participation très active du staff du FFC qui en avait assuré la facilitation et la modération

d. Formation des femmes leaders de Tanganyika en technique de transformation des conflits

Face aux conflits intracommunautaires et intercommunautaires qui développent des dynamiques conflictuelles dans la province du Tanganyika rangées dans la **trilogie « terre-identité-pouvoir »**, beaucoup d'efforts de négociations de paix sont déployés auxquels très peu de femmes sont associées parce qu'elles sont moins représentées aux instances de prise de décisions et l'insuffisance d'information sur le rôle que peuvent jouer les femmes pour prévenir et régler les conflits. A cet effet, un atelier de trois jours, tenu à l'hôtel Musalala Beach, du 13 au 17 novembre 2017, a réuni 45 représentantes des composantes femmes Bantous et Batwa (Pygmées) dont 13 de la ville de Kalemie, 2 de la chefferie Benze, 1 de la chefferie Tumbwe, 1 de la chefferie Rutuku, 2 en provenance du territoire de Nyunzu, 2 du territoire de Kongolo, 2 du territoire de Kabalo et 2 dans le territoire de Manono.

A la fin de cet atelier, ces femmes issues des communautés ont acquis plus d'aptitudes à transformer les conflits et elles se sont engagées à continuer le travail de transformation des conflits tandis que les communautés de la province du Tanganyika ont eu une vaste

connaissance des avantages de la cohabitation pacifique et s'engageront désormais, à vivre en paix.

V. ELECTIONS ET INSTALLATIONS DES POINTS FOCaux

Six réunions d'informations sur les objectifs de l'accompagnement des jeunes filles leaders, et installation des membres points focaux. C'est ainsi que les points focaux ont été élus et installés dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Kwango, Mai-Ndombe. 5 points focaux au total ainsi que leurs membres.

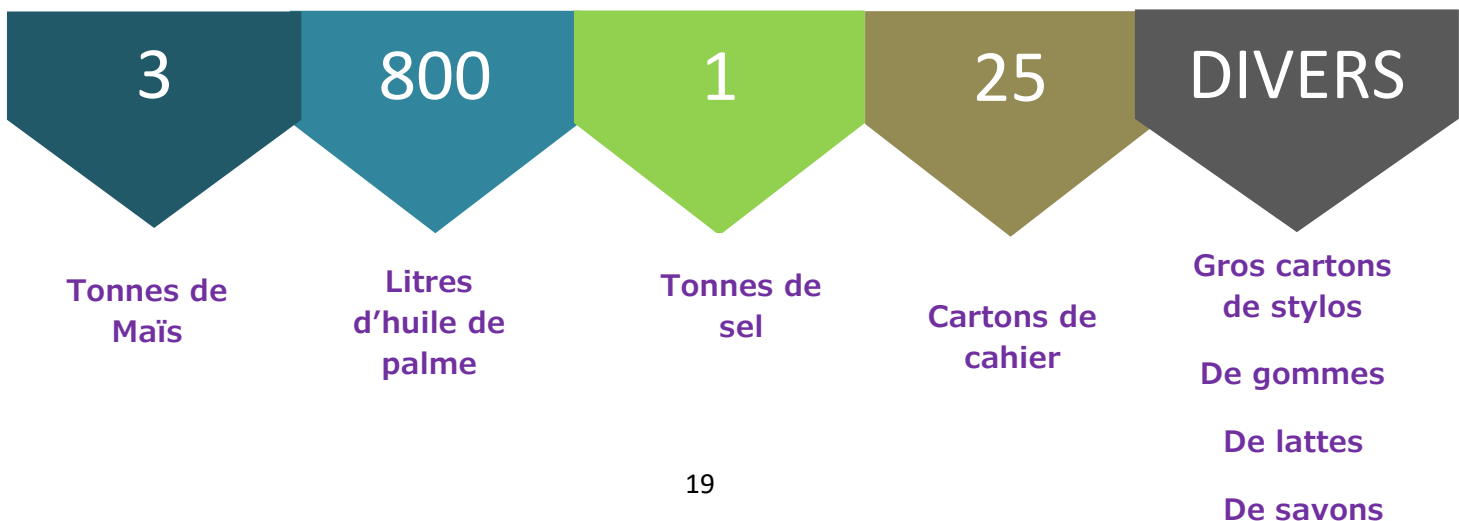
Les membres sont constitués de :

- **Un point focal**
- **Point focal adjoint**
- **Secrétaire**

Les points focaux ont été installés dans le but d'accompagner les actions de plaidoyers qui seront menées par les jeunes filles leaders.

VI. MISSION DE SOLIDARITE TENUE DANS LA PROVINCE DU KASAÏ CENTRAL

Au regard de l'insécurité à la suite de la crise entre le chef coutumier KAMWENA NSAPU et les autorités politico administratives dans la province du Kasai causant ainsi des tueries atroces, des pillages, des massacres, des villages incendiés, des familles démunies, la pauvreté extrême et les déplacements des populations dans des zones qui ne sont pas atteintes par l'insécurité ; le FFC avait initié une mission de solidarité. Malgré les efforts des agences humanitaires et du gouvernement congolais la situation reste préoccupante. **Le FFC a organisée cette mission de solidarité en faveur des femmes et des enfants en situation difficile dans la ville de Kananga** afin de joindre ses efforts aux actions qui se réalisent sur le terrain par plusieurs partenaires, elle a été conduite par la Présidente du Conseil d'Administration du FFC. **Cette mission avait pour objectif d'apporter une assistance aux femmes, enfants et nouveaux nés en situation difficile dans les centres d'hébergement des déplacés à Kananga.**



Le FFC a disponibilisé les biens suivants :

La délégation a rencontré la fondation « DON MATHEO » du père MATHEO, qui avait facilité l'identification des camps des victimes et les familles des rescapés parmi lesquelles, il y avait deux femmes qui avaient accouché par césarienne des triplets mais ne possédant pas les moyens pour payer leurs frais de maternité depuis plusieurs jours. **C'est ainsi que ces frais de maternité ont été payé par le FFC.**

La délégation a poursuivi sa mission dans les camps des déplacés suivants :

- 1. Site de NGANZA** (commune) qui est constitué de 3 paroisses là où il y a eu plus d'exécutions avec plus de 800 morts. La population est très vulnérable à qui nous avons offert 15 sacs de Maïs, 7 bidons d'huile, 7 cartons de cahiers, 1 carton de stylo et 2 cartons de savons dont 72 savons dans chaque carton et 7 sacs de sel.
- 2. Site de TSHIMBULU**, à peine arrivé dans ce site, à peine même que les militaires ont levés les barrières, dans ce site les prêtres ont enterré plus de 30 personnes mortes. Les militaires ravissaient tous les biens auprès de la population même auprès des prêtres et sœurs religieuses. Dans ce camp, nous avons offert 4 sacs de maïs, 4 bidons d'huile, 1 carton de cahiers pour l'orphelinat, 2 cartons de savons et 4 sacs de sel.
- 3. Site de KAMILABI**, dans le site KAMILABI on a pu trouver la liste des personnes les plus affectées par le conflit et un centre où l'on encadre les enfants. Ici il n'y a pas eu trop de morts mais plutôt des déplacés qui sont venus se réfugier, nous avons laissé 4 sacs de maïs, 3 bidons d'huile, 4 cartons de cahiers pour l'orphelinat, 3 sacs de sel et 2 cartons de savon.
- 4. Site de POKOLA MOYO** est un centre de récupération des enfants de présumés miliciens, il y avait encore 86 enfants en transites en attendant qu'ils soient acquittés. Nous avons offert 4 sacs de maïs, 3 bidons d'huile, 2 cartons de savon et 3 sacs de sel.
- 5. Site KATOKO 2** dans ce site nous avons offert 3 sacs de maïs, 3 bidons d'huile, 2 cartons de cahiers, 4 sacs de sel et de stylos.

VII. MISSIONS DE VISIBILITE, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET PARTICIPATION AUX DIFFERENTES CONFERENCES

- **Il s'est tenu du 21 au 22 Mars à Town Hall de la Monusco l'atelier d'évaluation des engagements nationaux au titre de l'accord cadre d'Addis Abeba.** Cet atelier avait pour objectif d'analyser les engagements et échanger sur leur état des lieux, de formuler les recommandations adressées au Gouvernement ; **d'identifier les interventions à mener par la société civile au regard des analyses faites et recommandations ; d'élaborer une feuille de route pour la société civile et enfin de produire et publier le rapport de l'atelier.** Soulignons que cet atelier a été précédé par une série de réunions préparatoires. Le FFC a été sélectionnés comme paneliste.
- Consultation Régionale par l'organisation Well Grounded, sur l'inclusion et la diversité, organisée du 1^{er} au 3 Juin 2017 à Yaoundé au Cameroun, qui avait **pour objectif de recueillir les données sur les aspects en lien avec l'inclusion et la diversité des différentes catégories des personnes marginalisées (Pygmées, les femmes, les personnes vivant avec handicap, les albinos) dans le programme de protection d'environnement.** FFC a été représentée par sa chargée des programmes bureau de Goma/Nord-Kivu.
- Sommet sur le leadership féminin qui a consisté à renforcer les techniques sur les questions liées à **l'autonomisation, à la lutte contre les violences sexuelles et harcèlement sexuel dans le milieu de travail** mais aussi à promouvoir les droits des femmes à la participation au sein des instances de prises décisions, organisé par Segal Family fondation à Nairobi du 16 au 18 juin.
- La réunion de **Prospera Africa qui rassemble des fonds pour les femmes en Afrique** avait eu pour objectif de discuter sur des questions d'importance majeure et pour développer des stratégies collectives pour renforcer les fonds des femmes en Afrique. La réunion a eu lieu du 18 au 20 Septembre 2017 à Accra au Ghana.
- L'assemblée Biennale du Réseau Prospera, tenue à Colombo au Sri-Lanka du 23 au 25 octobre 2017, qui avait pour **objectif de faciliter aux différents membres un processus d'apprentissage sur les résultats obtenus par différents membres, de mettre en place un espace de partage d'expérience entre les membres du réseau, d'orienter la vision de Prospéra vers une politique de centralisation des ressources et de renforcer les liens d'amitiés et de partage entre les femmes membres du réseau Prospera.**
- Le partenariat pour les forêts du Bassin du Congo avait organisé sa 17^{ième} réunion des parties au partenariat, la rencontre s'est tenue à Douala au Cameroun, du 24 au 27 Octobre 2017. Les thèmes ont porté sur : **La gouvernance forestière et l'utilisation des terres, la biodiversité et la faune sauvage ainsi que le changement climatique.** Cet atelier a été une belle opportunité pour le FFC dans la mesure où **il a permis à**

l'organisation, représentée par son chargé des programmes de renforcer ses capacités pour un bon suivi des projets sur les énergies renouvelables.

- Le FFC fait partie du **réseau IHRFG qui est composé de 1400 membres représentant plus de 350 institutions subventionnaires engagées dans la promotion des droits de l'Homme**. C'est ainsi que le FFC avait pris part à la conférence annuelle de ce réseau. La réunion a eu lieu les 10 et 13 juillet 2017 à New York.

Mobilisation des Fonds		
Bailleur	Montant USD	Titre du projet et commentaire
Organisations internationales et non gouvernementales basées en République Démocratique du Congo		
<i>Counterpart International</i>	\$ 64 423, 75	<i>Promouvoir plus d'engagement civique à l'orée des élections en République Démocratique du Congo</i>
<i>Monusco</i>	\$ 2810	<i>Cette subvention a permis d'organiser un atelier de renforcement des capacités des femmes politiques sur les notions du genre, leadership féminin couplé de la vulgarisation du nouveau code la famille et de la loi de mise en œuvre de la parité</i>
Agence des nations unies basées à Kinshasa		
Onu femmes	\$ 65 355, 00	<i>Appui au processus de Gestion des conflits dans la province du Katanga, à l'Est de la République démocratique du Congo</i>
Organisation Internationale et Non gouvernementales basées à l'Etranger		
<i>Fondation Oak</i>	\$ 197 449, 00	<i>Core support</i>
<i>Global Fund for Women (GFW) :</i>	\$ 126 079, 00	<i>Projet d'appui au renforcement des capacités des groupes des femmes</i>
<i>Fondation NOVO</i>	\$ 299 980, 00	<i>Cette subvention a permis d'attribuer des micro subvention à des organisations pour sensibiliser sur la lutte contre les violences sexuelles faites aux jeunes filles.</i>
<i>Mama Cash</i>	\$ 71 000, 00	<i>Core support</i>
<i>Plateforme</i>	\$ 179 980, 00	<i>Projet de mise sur les accords d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération. Ce projet vise à faciliter la contribution active des organisations de femmes à la mise en œuvre de l'Accord- cadre en appuyant le renforcement de leurs actions collectives, en octroyant des subventions pour des projets</i>

		<i>pertinents, et en permettant aux femmes de jouer un rôle actif et durable dans le processus de paix global.</i>
AJWS	\$ 24 980, 00	<i>Plaidoyer pour les droits des femmes</i>
Philanthropie		
Boîtes à dons	\$ 373, 00	<i>L'argent récolté a servi de frais scolaire de 33 élèves filles des familles affectés par les conflits dans le territoire de Beni/Nord-Kivu</i>
Particuliers	\$ 2 500, 00	<i>Reserve (Compte épargne)</i>
Cotisation des membres		
Staff du FFC	\$ 960	<i>Reserve (Compte épargne)</i>
Total	\$ 1 035 889, 75	

VIII. DIFFICULTES RENCONTREES

Au cours de cette année, nous étions confrontés à des nombreuses difficultés entre autres :

- La recrudescence des conflits armés dans le Nord-Kivu, Sud-Kivu et dans l'espace Kasai
- Le contexte politique instable par manque d'organisation des élections
- L'inflation monétaire
- Des moyens de transport réduits, (infrastructures routières quasi inexistantes sur certains axes qui rendent l'accès très difficile dans certaines zones dont Walikale, Haut Uélé, Mwenga pour le suivi des projets

XI. CONCLUSION

L'année a été très secouée par la situation politique et sécuritaire du pays, mais qu'à cela ne tienne, nous étions en mesure de réaliser les activités telles que planifiées. **L'ouverture du bureau FFC/Nord-Kivu, 42 Projets financés, des formations et rencontres organisées en faveurs des bénéficiaires ont été une réussite pour l'organisation.** Les résultats obtenus par les bénéficiaires des subventions démontrent clairement que les communautés Congolaises sont prêtes à accompagner et encourager les initiatives qui tendent à apporter le développement et la paix dans leurs milieux malgré de nombreux défis liés à sa situation de pauvreté et de vulnérabilité.

Le Fonds pour les Femmes Congolaises encourage vivement les bénéficiaires d'utiliser de nouvelle méthode et approche en vue de répondre à leurs besoins et celle de leurs communautés et trouver des solutions innovantes aux problèmes qui secouent leurs communautés pour un développement durable effectif dans le temps. **Certes, on constate des avancées, mais un long travail nécessite encore d'être fait.**

 <p>@ffcrdc ffcrdc - 10 years of action Kinshasa, RDC</p> <p><i>The Fonds pour les Femmes Congolaises is a non-profit organization that financially & technically support local women initiatives for more equity & justice.</i></p>	<table border="1"><tr><td>Followers</td><td>1,109</td></tr><tr><td>Following</td><td>1,437</td></tr><tr><td>Listed</td><td>35</td></tr></table>	Followers	1,109	Following	1,437	Listed	35
Followers	1,109						
Following	1,437						
Listed	35						